

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICE

ComUE Lyon Saint-Étienne

-

SERVICE JURIDIQUE ET MARCHES PUBLICS

92 rue Pasteur

CS 30122

69361 Lyon Cedex 07

Tél: 04 37 37 26 70



**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCE POUR LA
COMUE LYON SAINT-ETIENNE**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES
(C.C.T.P.)

-

Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes

I.	Définition des termes	3
II.	Objet du marché public	6
III.	La ComUE Lyon Saint-Étienne : activités, biens et chiffres clés	6
1.	Contexte général	6
2.	Activités	7
3.	Descriptif des sites	7
4.	Chiffres clés	8
IV.	Garanties	10
1.	Bénéficiaires des garanties	10
2.	Objets des garanties	10
3.	Garanties relatives aux biens immobiliers	10
4.	Garanties relatives aux biens mobiliers	11
5.	Garanties relatives aux dommages immatériels	11
6.	Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation et de perte de recette	11
7.	Frais consécutifs à un sinistre et préjudices annexes garantis	12
8.	Pertes indirectes et valeur à neuf	13
9.	Recours des voisins et des tiers	13
10.	Renonciation à recours	13
11.	Stipulation pour autrui	14
12.	Défense et recours	14
13.	Indemnisation	14
14.	Évènements assurés et garanties	14
15.	Garanties relatives aux manifestations ponctuelles	19
V.	Montant des garanties et des franchises	19
VI.	Tarif	21
1.	Prime	21
2.	Indexation	21
3.	Modification du tarif	22
VII.	Exclusions	22
VIII.	Dispositions diverses	22
1.	Déclaration du sinistre	23
2.	Gestion du sinistre	23
3.	Connaissance du risque	23
4.	Erreurs, retard, omissions involontaires	23
5.	T.V.A.	24
6.	Suivi du marché public et statistiques	24
7.	Annexes	24

I. Définition des termes

- « **Le souscripteur** » est la ComUE Lyon Saint-Etienne, dont le siège est sis 92 rue Pasteur, à Lyon (69007).
- « **L'acheteur** », « **assuré** » ou « **bénéficiaire** » est la ComUE Lyon Saint-Etienne agissant dans le cadre des activités et missions qui lui sont confiées par ses statuts, pour son compte et pour le compte de qui lui appartiendra et notamment :
 - La Présidente ;
 - Les agents de l'établissement : les personnels civils de toutes catégories, contractuels et fonctionnaires, ainsi que les vacataires, dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'exécution de leur mission, exerçant à titre permanent ou temporaire ;
 - Les membres, élus ou désignés, des instances de la ComUE ;
 - Toute autre personne physique ou morale (y compris les associations) dont l'assuré pourrait être tenu responsable selon le droit civil ou administratif ;
 - Toute personne engageant la responsabilité de l'assuré et notamment :
 - stagiaire ;
 - apprentis ;
 - intérimaire ;
 - aide bénévole et bénévole ;
 - toute personne mise à disposition ;
 - enfants mineurs placés sous la responsabilité de l'assuré ;
 - personnes participant aux différentes activités et événements organisées par la ComUE (en cas d'insuffisance ou absence de garanties personnelles).
 - Les organismes de représentation du personnel, à savoir les comités d'établissement et de groupe, tous groupements ou organismes constitués en association déclarée ou non, créés par ou pour le personnel ;
 - Les préposés de l'assuré, en mission en France ou à l'étranger pour une période ne dépassant pas six mois consécutifs, pendant et en dehors de l'exercice de leurs fonctions ;
 - Toute personne, quel que soit son statut juridique, qui est placée dans une relation de subordination juridique à l'assuré de manière ponctuelle ou durable. Les personnes pouvant fournir une collaboration ponctuelle et bénévole à l'assuré dans l'exercice de ses activités sont assimilées aux agents pour l'application du présent marché ;
 - Les participants aux activités sociales ou de formation de l'assuré, qu'ils fassent ou non partie de leur personnel, y compris les personnes invitées à des réunions professionnelles ou les visiteurs, ainsi que toute personne apportant son concours bénévole ;
 - Toute autre personne physique ou morale à laquelle l'assuré doit donner la qualité d'assuré additionnel dans le cadre des activités définies au présent marché et dans la limite des obligations contractuelles qui existent entre lesdites personnes et l'assuré, notamment les personnes physiques ou morales mettant à disposition de l'assuré, des personnes ou des biens employés ou utilisés dans le cadre de ses activités ;
- « **Accident** » : tout événement soudain, imprévu et extérieur à la victime ou à la chose endommagée ;

- « **Agent** » : toute personne, quel que soit son statut juridique, qui est placée dans une relation de subordination juridique à l'assuré de manière ponctuelle ou durable. Les personnes pouvant fournir une collaboration ponctuelle et bénévole à l'assuré dans l'exercice de ses activités sont assimilées aux agents pour l'application du présent marché public ;
- « **Assureur** » ou « **titulaire** » : attributaire du présent marché public ;
- « **Biens immobiliers** » : ensemble des bâtiments, annexes et dépendances, locaux techniques, bâtiments précaires, bâtiments clos ou non, constructions modulaires et installations temporaires situés en tous lieux et dont l'Assuré est propriétaire, ou détenteur à quelque titre que ce soit.
Sont également compris :
 - Les clôtures, murs d'enceinte et aménagements immobiliers par nature ou destination ;
 - Les V.R.D. (voiries et réseaux divers) ;
 - ainsi que tous les agencements, aménagements, installations et objets quelconques, intérieurs ou extérieurs, fixes ou mobiles, réputés immeubles par nature, destination ou incorporation, etc.

Tous agrandissements aux bâtiments existants, ainsi que toutes constructions nouvelles, appentis, annexes, enceintes et clôtures établis, sont compris dans l'assurance au fur et à mesure de leur exécution.
- « **Biens mobiliers** » :
 - Le matériel, le mobilier, les effets & vêtements, les équipements et installations divers, sauf ceux assurés par ailleurs par des contrats spéciaux ou des garanties spécifiques.
 - Les marchandises en tous états, fournitures, approvisionnements et emballages.
 - Les embellissements, aménagements et installations.
 - Les archives, documents, registres informatiques ou non.
 - Les espèces et valeurs, les objets d'art et de valeur et tous les autres biens mobiliers et matériels divers dont l'assuré est propriétaire, locataire, gardien ou détenteur à quelque titre que ce soit dans le cadre des activités qu'il exerce et situés en divers lieux.
- « **Biens confiés** » : biens mobiliers des tiers pendant le temps où l'Assuré ou ses préposés les ont à leur disposition ou pendant lequel ils en sont dépositaires, détenteurs, emprunteurs ou gardiens à quelque titre que ce soit.
- « **Domage corporel** » : tout préjudice physique, intellectuel ou moral subi par une personne physique. Les garanties sont étendues aux conséquences de la responsabilité encourue par l'assuré en cas de dommages corporels subis par ses préposés ;
- « **Domage matériel** » : tout préjudice consécutif à la détérioration, la destruction, l'altération, la disparition ou la perte d'une chose ou d'une substance, ou d'une quelconque valeur ajoutée en rapport avec une chose ou une substance y compris tous les frais exposés pour remettre une chose ou une substance dans l'état où elle se trouvait avant le sinistre, toute atteinte physique à des animaux, tout vol d'un bien quelconque ;
- « **Domage immatériel consécutif** » : tout préjudice pécuniaire consécutif à un dommage matériel et/ou corporel garanti résultant de la privation de jouissance totale ou partielle d'un

droit ou d'un bien, de la perte d'un bénéfice, de l'interruption d'un service ou d'une activité ou perte de clientèle ;

- « **Dommege immatériel non consécutif** » : tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un bien ou d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien, ou de la part d'un bénéfice, dans la mesure où il n'est pas la conséquence de dommages corporels ou matériels garantis ;
- « **Dommege de pollution** » : Conséquences pécuniaires de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par la pollution accidentelle de l'atmosphère, des eaux, du sol ou par toute autre atteinte à l'environnement, aux biens et aux personnes, lorsque ces phénomènes sont imputables à un événement fortuit pour l'assuré (y compris fausse manœuvre, malveillance, sabotage) survenant dans l'utilisation des biens ou dans le fonctionnement des services ;
- « **Espèces et valeurs** » : Les espèces monnayées, les lingots et pièces en métaux précieux, les billets de banque, les bons du Trésor, les titres, les valeurs mobilières, les chèques et autres effets de commerce ainsi que tous documents ayant une valeur négociable dont la détention correspond à l'usage de la profession, ou monétaire tels que tickets restaurant, titres de transport, timbres-poste ;
- « **Fait dommegeable** » : fait, acte ou événement dommegeable constituant la cause génératrice du dommege et faisant l'objet d'une réclamation. Un ensemble de faits dommegeables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommegeable unique ;
- « **Livraison** » : remise à autrui, par l'assuré, d'un bien (produit-ouvrage) dès lors que cette remise donne au nouveau détenteur le pouvoir d'en user, même en cas de réserve de propriété ;
- « **Personnes accueillies** » : toutes les personnes séjournant dans l'établissement dont le profil s'avère conforme aux activités déclarées à l'assureur ;
- « **Préposé** » : toute personne agissant à titre permanent, temporaire ou même occasionnel, qui réalise un travail, occupe une fonction ou accomplit une mission sous la direction et/ou le contrôle de la ComUE Lyon Saint-Étienne ;
- « **Réclamation** » : toute demande de réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime ou ses ayant droits et adressée à l'assureur ou à l'assuré ;
- « **Risque** » : désigne l'éventualité de la survenance d'un événement incertain ou futur, dont la réalisation entraîne des conséquences dommegeables et l'assuré souhaite couvrir à travers ce marché de prestation de service d'assurance ;
- « **Sinistre** » : tout dommege ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommegeable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations ;
- « **Tiers** » : Toute personne physique ou morale autre que l'assuré, étant précisé que les

préposés sont considérés comme tiers entre eux, ainsi que vis à vis de l'assuré lui-même ;

- « **Usager** » : toute personne qui utilise les services ou les locaux de la ComUE Lyon Saint-Étienne ;
- « **Valeur de reconstitution à neuf** » : montant nécessaire à la remise en état, à la reconstruction ou au remplacement à l'identique des biens sinistrés au jour du sinistre ;
- « **Vétusté** » : montant équivalent à la perte de valeur d'un bien du fait de l'usure, de la diminution de rendement ou de puissance, du vieillissement technique, de l'obsolescence ou toute autre cause technique. Ce montant est fixé de gré à gré par expertise ou selon les dispositions contractuelles ;
- « **Vol – tentative de vol** » : Soustraction frauduleuse ou tentative de soustraction frauduleuse d'un ou plusieurs biens assurés, caractérisée par des indices sérieux rendant vraisemblable l'intention des auteurs de commettre un vol total ou partiel des biens assurés et ayant également causé aux biens assurés des dommages matériels.

II. Objet du marché public

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services d'assurance au profit d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) ; la ComUE Lyon Saint-Étienne.

L'accord-cadre comporte deux lots :

- Lot 1 : Dommages aux biens et risques annexes
- Lot 2 : Responsabilité civile et risques annexes

Le présent CCTP est afférent au lot n° 1 : Dommage aux biens et risques annexes

III. La ComUE Lyon Saint-Étienne : activités, biens et chiffres clés

1. Contexte général

La ComUE Lyon Saint-Étienne est composée de plusieurs sites, dont le siège est situé :

ComUE Lyon Saint-Étienne
92 rue Pasteur
69007, Lyon

La ComUE Lyon Saint-Étienne, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel et constitué sous la forme d'une communauté d'universités et établissements, au sens des articles L. 711-1 et L. 711-2 du code de l'éducation, a été créée en 2015. La ComUE Lyon Saint-Étienne expérimente de nouveaux modes d'organisation et de fonctionnement dans le cadre de statuts modifiés par le [décret n°2024-17 du 9 janvier 2024](#).

La ComUE a une pluralité de missions, dont celles de : coordonner l'élaboration du projet partagé de site ; mettre en œuvre les compétences transférées par ses membres ; coordonner leur offre de formation et leur stratégie de recherche et de transfert sur la base de ce projet partagé ; élabore avec le centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) un projet d'amélioration de la qualité de la vie étudiante et de promotion sociale sur le territoire, en étroite concertation avec l'ensemble des établissements partenaires ; conclure, sur la base du projet partagé, le contrat pluriannuel d'établissement entre le ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche et les établissements regroupés relevant de sa seule tutelle.

Les bénéficiaires finaux des missions de la ComUE sont les étudiants et doctorants présents sur le site académique de Lyon Saint-Etienne. Afin de mener à bien ces missions, la ComUE s'est divisée en plusieurs directions, services supports et LabEx : la Présidence et la direction générale des services, la direction de la stratégie académique, et la direction de la stratégie immobilière et développement des campus, le service de la communication, le service des finances et du budget, le service des ressources humaines, le service du système information et numérique, le service chargé des affaires juridiques et marchés publics et les différents LabEx (ASLAN, CELYA, COMOD, IMU, IMUST, MANUTECH-SISE, MILYON et PRIMES).

2. Activités

La ComUE Lyon Saint-Etienne :

- Rassemble 10 établissements membres et 25 associés. Elle porte la coordination territoriale du site académique Lyon-Saint-Etienne ;
- Rassemble plusieurs activités d'ordre internationales et/ou nationales, comme des projets immobiliers, des projets et événements ponctuels relatifs à la vie étudiante, la science et la culture, à l'innovation et l'entrepreneuriat ;
- Est composée de plusieurs sites dont certains sont amenés à recevoir régulièrement du public en raison des activités.

Les candidats sont invités à consulter le site de la ComUE et son rapport d'activité :

- Lien vers le site de l'établissement : <https://www.universite-lyon.fr/version-francaise/>
- Lien vers le rapport d'activité 2024 : <https://www.universite-lyon.fr/l-universite-de-lyon/la-comue-universite-de-lyon-publie-son-rapport-d-activite-2024-370947.kjsp?RH=1486385618874>

3. Descriptif des sites

À la date de notification sur marché, la ComUE occupe des locaux répartis sur **neuf sites** :

LIEU	ADRESSE
ComUE Lyon Saint-Etienne (siège)	92 rue pasteur, 69007 Lyon
Labex IMU ATRIUM	43 bd du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne
Résidence collegium	BX 149, 3 allée de fontenay, 69007 Lyon
Fabrique de l'innovation	28-30 avenue Gaston Berger, 69100 Villeurbanne

Bâtiment des Forges	11 rue du Docteur Remi Animo, 42000 Saint-Etienne
Chaufferie campus LyonTech la Doua	43 bd du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne
Indulo	22 rue Décomberousse Bat A RDC, 69100 Villeurbanne
Maison du directeur	Université Jean Moulin Lyon 3, Manufacture des Tabacs, 2 allée Hannah Arendt, 69008 Lyon
Centre de santé mentale (CSM)	102 rue de Marseille, 69007 Lyon

Le périmètre des locaux occupés par les agents de la ComUE peut évoluer au cours de l'exécution du présent marché. Afin de rendre effective la garantie du risque, l'assuré s'engage à en informer préalablement le titulaire (date d'entrée ou de sortie du patrimoine immobilier de la ComUE, adresse et valeur du bien), qui calcule alors la prime de révision.

Les erreurs et omissions de déclarations ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10% des surfaces déclarées, à la condition que le lieu ait effectivement été déclaré à l'assureur.

4. Chiffres clés

- Patrimoine immobilier affecté par l'État :

A la date de notification du présent marché, la ComUE est affectataire des locaux suivants :

LIEU	ADRESSE	Valeur des biens immobiliers en euros	M ²
Siège de la ComUE Lyon Saint-Etienne (PUQ)	92 rue pasteur, 69007 Lyon	8 214 000 €	3127 m ²

À compter de mi 2025, la ComUE sera également affectataire des locaux suivants (ce qui entrainera la sortie du patrimoine des lignes intitulées « Fabrique de l'innovation » et « Maison du directeur » détaillées dans le tableau ci-dessous) :

LIEU	ADRESSE	Valeur des biens immobiliers en euros	M ²
I-Factory	10 avenue Albert Einstein 69100 Villeurbanne	En travaux	6500 m ²

- Patrimoine immobilier mis à disposition :

LIEU	ADRESSE	Valeur des biens immobiliers en euros	M ²
Labex IMU ATRIUM	43 bd du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne	127 300€	68 m ²
Résidence collegium	BX 149, 3 allée de Fontenay, 69007 Lyon	2 944 200 €	1402 m ²
Fabrique de l'innovation (jusqu'à mi 2025)	28-30 avenue Gaston b Berger, 69100 Villeurbanne	670 000€	355 m ²
Bâtiment des Forges (Bureau L021)	11 rue du Docteur Remi Animo, 42000 Saint-Etienne		16,6 m ²
Chaufferie campus	43 bd du 11 novembre	424 000 €	2500 m ²

LyonTech la Doua	1918, 69100 Villeurbanne		
Indulo	22 rue Décomberousse Bat A RDC, 69100 Villeurbanne	240 000€	205 m ²
Maison du directeur (jusqu'à mi 2025)	2 cours Albert Thomas Allée Hannah Arendt 69008 Lyon	Total 3,9 millions € pour 230 m ² . 2,9 millions € pour 210 m ² .	Partie des locaux partagés avec l'Université Lyon 3 : sur 230 m ² , seulement 210 m ² à usage exclusif la ComUE Lyon Saint-Etienne (soit environ 85% de la surface)
Centre de santé mentale	102 rue Marseille 69007 Lyon	1 000 000 €	250 m ²

○ Biens mobiliers

La valeur des biens mobiliers que la ComUE souhaite assurer est la suivante :

LIEU	Valeur des biens matériels (valeur en euros)
Siège de la ComUE Lyon Saint-Etienne (PUQ)	135 000 €
Labex IMU ATRIUM	15 000 €
Fabrique de l'innovation	190 000 €
Indulo	200 000 €

Les biens mobiliers à assurer peuvent évoluer au cours de l'exécution du présent marché. Afin de rendre effective la garantie du risque, l'assuré s'engage à en informer préalablement le titulaire, qui calcule alors la prime de révision.

Il est d'ores et déjà précisé que le bâtiment I-Factory, actuellement en travaux, abritera des biens mobiliers à assurer à hauteur de 1 200 000 €.

Les erreurs et omissions de déclarations ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10% des montants déclarés.

○ Évènements ponctuels

La ComUE organise une trentaine d'évènements ponctuels par année : festival scientifique, workshop, challenge innovation, etc.

Ces évènements peuvent impliquer, sur quelques heures ou jours, l'accueil de publics, l'occupation de locaux et l'utilisation de biens mobiliers spécifiques.

La ComUE s'engage à informer le titulaire de tout évènement ponctuel, préalablement à son déroulement, afin de rendre effective la garantie du risque, et à adresser les bons de commande afférents dans les conditions détaillées à **l'article 1.4.1 du Cahier des Clauses Administratives**

Particulières (CCAP) de ce marché.

L'information préalable à tout évènement ponctuel transmise par la ComUE au titulaire indique les informations essentielles de la manifestation, le cas échéant : nom de l'évènement, lieu et superficie occupés, durée d'occupation, jauge du public attendu, biens mobiliers spécifiques.

- Agents et stagiaires

En 2024, la ComUE Lyon Saint-Etienne :

- A employé 258 agents (titulaires, contractuels ou apprentis) ;
- A accueillie 72 stagiaires.

Les erreurs et omissions de déclarations ne seront pas opposables à l'assuré, dans la limite de 10% des effectifs déclarés.

IV. Garanties

1. Bénéficiaires des garanties

La ComUE Lyon Saint-Étienne, agissant dans le cadre des activités déclarées pour son compte et pour celui de qui il appartiendra, c'est-à-dire « l'assuré » tel que défini au grand I. « *Définition des termes* » du présent CCTP.

Il est entendu que la notion de tiers, également définis au I. « *Définition des termes* » est maintenue entre les différents assurés.

2. Objets des garanties

Les garanties portent sur l'ensemble des immeubles, parties d'immeubles, parties de routes, mobiliers/matériels, aménagements, agencements, installations, y compris garages, parkings et parking extérieur, que ces constructions soient indépendantes ou non, les clôtures faisant partie intégrante des bâtiments et tous les autres bâtiments annexes, sous la responsabilité de l'assuré à quelques titres que ce soit ou dont la charge d'assurance lui incombe en application de dispositions légales, réglementaires ou contractuelles.

Les garanties ont également pour objet de couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'assuré peut encourir à l'égard des occupants, voisins et tiers, du fait des biens immobiliers et mobiliers qui lui appartiennent ou dont il a la garde.

3. Garanties relatives aux biens immobiliers

Dans le cadre de ce marché, la garantie relative aux biens immobiliers concerne :

- Tous les bâtiments existants ou en cours de construction, clos ou non, les aménagements et embellissements ou de rénovation, leurs annexes et dépendances, les volets, persiennes, verrières et chenaux, les murs d'enceinte et leurs clôtures mobiles, ainsi que toutes installations générales et techniques de toutes natures, fixes ou mobiles,
- Les voiries et réseaux divers et les voies d'accès privatives,
- Les ouvrages de génie civil,

- Le mobilier urbain de tout type situé dans l'enceinte de l'établissement,
- Les installations générales et techniques de toute nature, fixes ou mobiles, les systèmes de sécurité et de détection d'incendie ou d'intrusion,
- Sont également garantis les équipements, réseaux et installations en général, fluides, énergies.

Les bâtiments peuvent être construits en matériaux de toute nature.

Les biens immobiliers sont couverts en valeur à neuf, quel que soit le régime juridique d'occupation (mise à disposition, risques locatifs, occupations temporaires, etc.), y compris lorsqu'un recours est susceptible d'être exercé contre l'assuré et/ou son assureur ou que le contrat intervient pour le compte du propriétaire dans le cadre d'une clause d'assurance pour compte.

4. Garanties relatives aux biens mobiliers

Dans le cadre de ce marché, la garantie relative aux biens meubles est définie par :

- Les mobiliers, matériels et marchandises à tous les états, propriété de l'assuré ou confiés à l'assuré ou propriété des stagiaires ou de tiers lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée, sans exception ni réserve ;
- Les aménagements immobiliers ou mobiliers, installations techniques, électriques, mécaniques ou hydrauliques de toutes natures, matériels techniques, informatiques et péri-informatiques, autocommutateurs, et, d'une manière générale, tous les systèmes de communication, de sécurité et de prévention, les installations générales et techniques de toute nature, sans exception ni réserve ;
- Les installations, les embellissements et agencements meubles ou immeubles par destination ;
- Les titres et valeurs comptables, plans et modèles, programmes, sauvegardes informatiques et supports d'information de toute nature, que ces biens soient propriété de la ComUE Lyon Saint-Etienne ou qu'il en assure l'usage, la garde, ou bien qu'il en soit dépositaire ;
- Les archives de toute nature, en dépôt dans l'établissement ;
- Les plans et modèles, programmes, sauvegardes informatiques et supports d'informations de toute nature, que la ComUE Lyon Saint-Etienne en soit propriétaire ou non ;
- Les véhicules des tiers et préposés se trouvant dans l'enceinte de l'établissement ainsi que son parking extérieur, lorsque la responsabilité de l'établissement est engagée.

La garantie s'exerce également pour les biens stockés ou utilisés dans les mêmes conditions en dehors des locaux assurés, à l'occasion de prêts, séminaires, conférences, formations ou stockages.

5. Garanties relatives aux dommages immatériels

Est garanti tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou la perte d'un bénéfice.

6. Frais généraux permanents, frais supplémentaires d'exploitation et de perte de recette

Il s'agit des dépenses engagées par la ComUE Lyon Saint-Etienne à la suite d'un sinistre garanti pour couvrir les frais d'exploitation nécessaires à la continuité de ses activités.

Sont également garanties les pertes de recettes des activités commerciales de la ComUE Lyon Saint-Etienne, dès lors que ces recettes sont inscrites en produits au budget de l'établissement.

On entend notamment par frais supplémentaires, et sans que cette énumération soit exhaustive :

- Le coût engagé pour la location et l'installation de locaux provisoires et de toutes les installations permettant la continuité de l'activité de la ComUE Lyon Saint-Etienne,
- Les frais d'installation provisoire des systèmes de communication et informatiques de toute nature,
- Les frais d'entretien des locaux provisoires,
- Les frais supplémentaires de stockage de produits, les frais supplémentaires de consommation d'énergie, fluides et autres fournitures rendues nécessaires par la poursuite de l'exploitation.

Cette extension s'exerce toujours indépendamment des garanties pertes indirectes et pertes d'exploitation.

7. Frais consécutifs à un sinistre et préjudices annexes garantis

Ce sont les frais directs et indirects engagés pour la reconstruction, la reconstitution ou le remplacement du bien immobilier ou mobilier endommagé ou détruit par un événement garanti, tels que les frais de déblais et de démolition, d'enlèvement et de destruction des décombres imposés par la remise en état, ou le remplacement des biens endommagés à concurrence des frais réellement engagés.

La garantie est acquise quel que soit le fait générateur dès lors qu'il est couvert par le marché public, y compris dans le cadre d'un événement naturel ou d'un attentat.

Sont également couverts les frais imposés par une décision administrative ou judiciaire pour faire cesser un péril, détruire ou neutraliser une substance toxique (sont ici visés les matériaux contaminés par des dégagements gazeux de type PCB ou d'autres substances, après incendie, mais aussi les déchets et gravats contaminés par l'amiante, etc. Les déchets à risques peuvent entrer dans le cadre de cette garantie s'ils doivent être évacués avec des gravats après un sinistre).

Sont également inclus au titre de la garantie :

- Les frais de gardiennage et de clôture provisoire, engagés par l'assuré pour la protection des biens et des personnes pendant la durée nécessaire à la mise en sécurité des périmètres sinistrés ;
- La prime dommage ouvrage et tous risques chantier souscrite par le maître d'ouvrage en cas de reconstruction ou de réparation d'un ouvrage détruit par un événement garanti ;
- Les frais engagés pour la mise en conformité des bâtiments sinistrés avec la réglementation en vigueur à concurrence des frais engagés ;
- Les pertes de loyers ou de privation de jouissance dont le propriétaire peut se trouver privé à la suite de la destruction d'un immeuble pendant la durée de sa remise en état ;
- Les frais financiers consécutifs aux pénalités de résiliation d'un contrat de financement d'un bien à la suite de sa destruction totale ;
- Les frais d'ingénierie, à savoir les honoraires d'architectes, de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie, engagés par l'assuré ou à sa demande, pour la réparation, la conception et ou la reconstruction de bien sinistrés à la suite d'événements garantis ;
- Le remboursement du montant des intérêts d'emprunts dont l'assuré pourrait être redevable à la suite d'un sinistre garanti ;

- Les frais de reconstitution et ou de remplacement de tous les documents porteurs d'informations techniques, comptables et administratives, se trouvant dans les risques assurés et chez tous tiers détenteurs ;
- Les remboursements des frais de déplacement, de remplacement et d'entrepôt des biens de l'assuré ou de tiers si ces opérations sont nécessaires pour effectuer les réparations du sinistre garanti ou pour éviter la propagation possible d'un sinistre voisin ;
- Les frais engagés pour la dépose, la repose, l'installation et le transport d'objets sinistrés ;
- Les frais engagés par l'assuré pour combattre par tous les moyens un sinistre garanti et pour mettre en place le sauvetage et la conservation des biens assurés ;
- Les frais de déblaiement, de retraitement de l'eau et de séchage, à la suite de la chute ou au séjour d'un bien assuré, consécutif à un sinistre ; les frais de recherche de fuite et ou d'infiltration, de dégèlement, de dégorgement et de pompage, consécutif à un sinistre garanti ;
- Les frais exposés à la suite de mesures conservatoires imposées par décision administrative ; les dommages matériels directs causés aux biens assurés et ou à ceux des tiers par les actes de destruction ordonnés, par une autorité civile ou militaire, pour éviter la propagation d'un sinistre.

Cette liste n'est pas exhaustive. La police ne pourra énumérer limitativement les frais et pertes après sinistres, tant matériels qu'immatériels.

8. Pertes indirectes et valeur à neuf

Pour les pertes indirectes, il est prévu le paiement d'une indemnité forfaitaire au moins égale à 10% du dommage direct.

En cas de non-reconstruction ou non-remplacement des biens sinistrés, l'assuré sera indemnisé en vétusté déduite majorée forfaitairement de 10% minimum au titre des pertes indirectes.

9. Recours des voisins et des tiers

La garantie prévoit les recours résultant notamment de l'application des dispositions des articles 1240 et suivants du code civil pour tous les dommages causés à des tiers par les biens appartenant à l'assuré et ou dont il a la garde.

L'indemnisation des tiers s'étend à l'ensemble des dommages matériels et immatériels susceptibles d'entrer dans l'assiette du recours exercé à l'encontre de l'assuré.

Cette garantie s'applique également :

- Pour tous les dommages matériels, immatériels et consécutifs, causés aux biens des locataires, occupants, colocataires, co-occupants et/ou tiers, par suite d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien,
- Pour les cas où la responsabilité de l'assuré serait engagée en vertu de convention passée avec les Collectivités publiques, les Établissements et Organismes publics ou semi-publics ainsi qu'avec les Sociétés privées,
- Pour tous les dommages matériels, immatériels et consécutifs, causés aux tiers atteints par le sinistre, que celui-ci ait pris naissance dans les biens assurés ou non.

10. Renonciation à recours

L'assureur renonce à tout recours qu'il serait en droit d'exercer au moment de la survenance d'un litige contre les personnes physiques ou morales de droit public ou de droit privé au profit desquels l'assuré a consenti une renonciation à recours et ce, sans qu'il soit nécessaire d'en indiquer la liste.

Sur demande de l'assuré, l'assureur produit une attestation d'assurance indiquant qu'il s'abstient de tout recours à l'encontre du bénéficiaire désigné par l'assuré.

Cette renonciation à recours d'ordre général ne vaut pas un renoncement de la part de l'assuré à indemnisation.

11. Stipulation pour autrui

Dans tous les cas où l'assuré n'aura pas la propriété des biens endommagés, les garanties pourront intervenir pour le compte de qui il appartiendra, aux conditions du présent marché public, dans la mesure où l'assuré aura intérêt à agir.

12. Défense et recours

L'assureur s'engage à assurer la défense de l'assuré contre les recours intentés par les voisins, tiers, occupants, sans limitation de plafond.

De même, l'assureur s'engage à exercer tout recours contre un tiers responsable d'un dommage causé à un bien mobilier, même non assuré en dommage, dans les limites détaillées par le présent CCTP.

L'assureur est tenu d'exercer toute intervention, amiable ou devant toute juridiction, en vue d'obtenir du tiers responsable la réparation des dommages subis par les biens immobiliers et mobiliers assurés. Pour toute action en justice l'assureur met un avocat à la disposition de l'assuré. Ce dernier peut cependant faire appel à l'avocat de son choix. Dans ce cas, l'assureur rémunère directement le défenseur selon son barème habituel des mandataires pour le type d'affaire en question.

L'assureur s'oblige à tenir sincèrement et régulièrement informé l'assuré du suivi de la procédure.

Il est entendu que l'assureur ne peut être tenu à exercer un recours judiciaire quand le montant des dommages ne dépasse pas, pour l'exercice en cours, 1 000 € s'agissant des biens immobiliers et 800 € s'agissant des biens mobiliers.

13. Indemnisation

Les indemnisations s'effectuent TVA comprise.

Les assureurs s'engagent à libérer des provisions à mesure de la production des états de pertes arrêtés contradictoirement avec les experts des parties, au plus tard dans le mois qui suit la réception de ces états par les assureurs.

14. Évènements assurés et garanties

L'assuré attend une garantie maximale et égale sur l'ensemble des sites appartenant à la ComUE Lyon Saint-Etienne.

- Incendie

Il s'agit de tous les dommages provoqués par une combustion vive ou lente, avec ou sans flamme, en dehors d'un foyer normal, ainsi que les dommages causés par les fumées, gaz et chaleur en résultant.

- Explosion / implosion / foudre

Il s'agit des dommages provoqués par la chute de la foudre, l'électricité, l'implosion ou l'explosion du bien assuré.

Sont également couverts les dommages provoqués par projection, effet de souffle, rayonnement, convection et conduction thermique aux biens avoisinants.

- Fumées / émanation /contamination

Sont garantis, les dommages causés par les fumées et les émanations accidentelles de toute nature, ainsi que les frais de décontamination, notamment provoqués par une corrosion et dépôt de fumées provenant de combustion ou de réactions chimiques.

- Chutes d'objet ou de véhicules aériens

Sont garantis les dommages causés aux biens assurés par la chute d'objets identifiés ou non, notamment :

- Les appareils de navigation aérienne et spatiale ;
- Les objets et matières volantes de toute nature.

- Choc de véhicules terrestres

Les dommages causés aux biens assurés par :

- Les chocs de véhicules terrestres identifiés ou non ;
- La projection ou la chute accidentelle de tous produits ou matières transportées par les dits véhicules.

- Dommmages électriques

Les dommages causés aux parties électriques et électroniques du matériel sans exception, y compris les canalisations électriques enterrées, encastrées ou aériennes, et les dispositifs contre la foudre, causés par :

- Un incendie ou une explosion ayant pris naissance à l'intérieur de ces ensembles ;
- Les dommages d'ordre électrique, y compris l'électricité d'origine atmosphérique ;
- Les effets électrochimiques provoquant des corrosions, des installations de mise à la terre.

L'exclusion de certains matériels en fonction de leur puissance et/ou valeur apparaît expressément dans l'offre du Titulaire du présent marché.

L'indemnisation des dommages s'effectuera en valeur à neuf pour les matériels de moins de 5 ans d'âge et 3 ans pour les matériels informatiques, à compter de leur mise en service.

La vétusté ne pourra jamais être supérieure à 60 %.

- Tempêtes et ouragans, la grêle et le poids de la neige

Sont garanties les actions sur les biens assurés causés par :

- Le vent, le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent ;
- L'action de la grêle ;
- Le poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures.

Ces garanties s'étendent aux dommages causés par la pluie, la neige, la glace ou la grêle, à l'intérieur des bâtiments assurés, à condition que ces dommages aient pris naissance dans les 72 heures suivant le moment de la destruction partielle ou totale du bâtiment assuré.

Sont considérés comme constituant un seul et même sinistre, les dommages survenus dans les 72 heures qui suivent le moment où les biens assurés ont subis les premiers dommages.

- Catastrophes naturelles

Les garanties sont accordées aux conditions de la loi n° 82-600 du 31 juillet 1982 et de tous les autres textes pouvant être pris pour son application.

- Catastrophes sanitaires

Sont garantis tous les dommages liés à une ou plusieurs catastrophes sanitaires dans un contexte d'état d'urgence sanitaire déclaré par l'Etat (exemple : covid-19).

L'ensemble des conséquences des catastrophes sanitaires devront être pris en charge par l'assureur (exemple : les achats de masques, gel hydroalcoolique).

- Les dégâts causés par les eaux et les fluides d'installations techniques

Sont garantis :

- Les dommages matériels occasionnés par des fuites, d'inondation, ruptures, débordements de liquides y (compris consécutifs au gel des locaux normalement chauffés) et provenant :
 - De conduites enterrées ou non, y compris en cas de rupture, refoulement ou débordement des égouts,
 - De tous appareils à effets d'eau, cuves, conteneurs à effet de stockage de liquide,
 - Des appareils à vapeurs et canalisations de fluides, de la rupture ou engorgement des chenaux et conduites d'évacuation,
 - D'infiltration et pénétration par les toitures, terrasses, balcons, ciels vitrés, gaines d'aération,
 - De ruissellement des eaux, y compris d'origine naturelle lorsqu'il ne fait pas l'objet d'un arrêté de catastrophes naturelles,
 - De raz de marée ou tout dommage résultant de flux marins débordant sur la terre
 - De débordement ou montée des eaux d'un fleuve.
- Les frais engagés pour les recherches de fuites ainsi qu'aux dégradations consécutives à ces travaux ;
- Les frais de pompage, nettoyage, séchage et décontamination ;
- Les frais de recherche de fuite des canalisations.

- Émeutes, les mouvements populaires

Sont garantis les dommages causés par des personnes ou groupes de personnes dans le cadre d'actions concertées ou non, ainsi que les dommages provoqués par les autorités dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre.

Sont exclus les dommages de guerre civile ou étrangère.

- Actes de terrorisme et attentats

Sont garantis toutes les conséquences et la mise en place d'actions, par quelconques moyens utiles qu'estimera l'assuré, en cas d'actes de terrorisme et/ou d'attentats.

- Bris de glaces

Sont garantis, quelle qu'en soit la cause, les dommages aux glaces, vitres, miroirs, enseignes fixes placés à l'intérieur et à l'extérieur des locaux assurés, fabriqués en produits verriers et plastiques de toute nature, les dommages aux inscriptions peintes ou appliquées sur les glaces et les dommages aux marbres de façade.

Sont également garantis les frais de déplacement, de remplacement, de transport ainsi que les frais de gardiennage mis en œuvre avant et pendant les réparations.

- Vol, vandalisme et détériorations immobilières

Sont garanties les dommages résultant d'un vol, d'une tentative de vol ainsi que les actes de vandalisme commis sur l'ensemble des sites de l'assuré, à l'intérieur comme à l'extérieur des locaux et dans les circonstances suivantes :

- Par effraction au sens du code pénal ;
- Sans effraction s'il est établi que le voleur s'est introduit ou maintenu clandestinement dans les lieux ;
- Avec menace ou violence sur les personnes ;
- Pendant un incendie ;
- Par les préposés, salariés ou toute autre personne placée sous l'autorité ou le contrôle de l'assuré dès lors que le vol, la tentative de vol ou l'acte de vandalisme soit commis en dehors des heures de travail ou de service dans les conditions ci-dessus et sous réserve que le coupable fasse l'objet d'une plainte non retirée sans l'accord de l'Assureur.

Dans les mêmes conditions, sont garanties les conséquences des pertes ou vols de clés, passes et autres supports de type magnétique justifiant le remplacement de tous moyens de fermeture.

Sont garantis les pertes, les vols ou le vandalisme des biens qui sont sur la garde de la ComUE ou d'un agent de la ComUE, au sein de leurs sites, en cours de transport, lors d'un transfert ou durant un événement ponctuel.

- Dérèglement accidentel des installations de protection contre l'incendie

Les installations de protection contre l'incendie concernent notamment les réservoirs, conduites principales d'eau, tuyauteries, robinets d'incendie ou vanne, et tout autre matériel employé à la protection contre l'incendie.

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par :

- Toute matière déchargée par toute partie des installations de protection contre l'incendie,

- L'effondrement, la rupture ou la chute de tout ou partie des installations de protection contre l'incendie,
- Le gel,
- Les moyens engagés pour rechercher l'origine de l'écoulement de l'installation de protection contre l'incendie.

- Perte de produits dans l'installation frigorifique

La garantie s'applique au remboursement des dommages subis par les produits entreposés dans les installations de l'assuré, à savoir réfrigérateurs et chambres froides ou à atmosphère contrôlée, à la suite d'un arrêt accidentel de la production du froid ou de la variation de la température.

- Les bris de machine et biens informatiques

La garantie s'applique à tous les bris, destruction ou perte, atteignant les biens assurés, et ce, que l'assuré en soit propriétaire, locataire ou détenteur à quelques titres que ce soit.

Les garanties sont étendues à l'ensemble des matériels informatiques et équipements de communication.

Par biens assurés, il faut entendre les appareils, machines, matériels, équipements et installations techniques divers nécessaires aux activités de l'assuré, ainsi que les supports informatiques (disques, cartouches, bandes magnétiques, etc.) et les progiciels.

Les biens sont garantis lorsqu'ils sont en activité, au repos, à l'occasion des opérations de montage, démontage, manutention et de déplacement dans l'enceinte des établissements de l'assuré.

Seront garantis tous les dommages matériels résultant d'un bris interne, surtension électrique et atmosphérique, bris d'origine externe, en cours de transports et de déplacements hors de l'enceinte de l'établissement de l'assuré, commis par l'assuré lui-même ou non (exemple : erreur de branchement ou de tension provoquant une surtension électrique).

La garantie comprend les frais suivants :

- Le coût des pièces de rechange et des fournitures, les frais de transport y compris ceux par avion ou par voie expresse dans la mesure où ils sont réellement exposés, ainsi que les frais de douane éventuels ;
- Les frais de main d'œuvre, y compris pour travaux exécutés en dehors des heures normales, en heures supplémentaires de nuit ou de jours fériés, ainsi que les frais de déplacement et de séjour des techniciens ;
- Les frais de garde-meubles (transport compris), de déplacement, de déblai, de retraitement, de sauvetage et de réinstallation ;
- Les frais de nettoyage, de décontamination, d'élimination de substances ou produits polluants, toxiques, parasitaires, ainsi que les frais de stockage, de traitement, de destruction ou de neutralisation ;
- Les loyers et charges relatifs aux biens donnés en location (ou location-vente) à l'assuré et venant à échéance à la suite d'un sinistre entraînant la mise hors service de ces biens, ainsi que les indemnités de gérance libre.

- Franchissement du mur du son

Sont garantis les dommages matériels causés aux biens par les ondes de choc dues au franchissement

du mur du son.

○ Inaliénabilités des archives publiques

Aux termes de l'article L. 212-1 du code du patrimoine, les archives publiques sont imprescriptibles et inaliénables. Il ne sera jamais fait délaissement au profit de l'Assureur d'un Bien assuré constitutif d'une archive publique.

Dans l'hypothèse où, après perte ou vol, une archive publique serait restituée, il sera du remboursement à l'Assureur du montant de l'indemnité qu'il aura pu verser avant restitution, majorée des seuls intérêts légaux à compter de la date de restitution du Bien.

Les frais de restauration et de réparation rendus nécessaires après la restitution du Bien ainsi que la dépréciation après sinistre sont pris en charge par l'Assureur.

15. Garanties relatives aux manifestations ponctuelles

Les locations temporaires prises par l'établissement dans le cadre d'événements ponctuels, manifestations de toute nature, et les biens mobiliers spécifiques y afférents bénéficient des mêmes garanties que celles détaillées ci-avant, du 1. au 14. infra.

V. Montant des garanties et des franchises

Tableau des garanties attendues :

CATEGORIE DE GARANTIE	TYPE DE GARANTIE	MONTANTS PLAFONDS DES GARANTIES*	FRANCHISE
Responsabilité du fait des biens immobiliers	Responsabilité civile Responsabilité civile générale en cas d'événement accidentel du fait des biens immobiliers assurés	100 000 000 € par sinistre pour les dommages corporels 15 000 000 € par sinistre pour les dommages matériels et immatériels consécutifs	200 €
	Défense - Recours des occupants, voisins ou tiers - Défense	100 000 000 € (dommages matériels) 300 000 €	200 €
	Recours A l'encontre des responsables des dommages immobiliers	Acquise sans limite pour un minimum de 1 000 € de dommages	200 €

	causés à l'assuré		
Dommages aux biens immobiliers	Dommages de caractère accidentel atteignant l'immeuble : incendie, explosion, dégât des eaux, tempête, catastrophe naturelle, grêle, vandalisme, bris de glace, etc.	Valeur de reconstruction au jour du sinistre (sous réserve de reconstruction effective) y compris frais de démolition et de déblaiement. En l'absence de reconstruction : valeur de reconstruction, vétusté déduite.	200 € Sauf : - Catastrophes naturelles : 400 € - Vol : 10 % du montant de l'indemnité, qui ne peut être inférieure à 400 € ni supérieure à 4 000 €
Responsabilité du fait des biens mobiliers	Responsabilité civile Responsabilité civile générale en cas d'événement accidentel du fait des biens mobiliers assurés	30 000 000 € par sinistre pour les dommages corporels 15 000 000 € par sinistre pour les dommages matériels et immatériels consécutifs	150 €
	Défense - Recours de tiers	100 000 000 € (dommages matériels) 300 000 €	150 €
	Recours À l'encontre des responsables des dommages mobiliers causés à l'assuré	Acquise sans limite pour un minimum de 800 € de dommages	Sans franchise
Dommages aux biens mobiliers	Dommages de caractère accidentel atteignant les biens déclarés Matériels informatiques : - En cas de destruction totale	Montant des biens concernés (valeur de remplacement ou de reconstitution à neuf) Valeur de remplacement à neuf au jour du sinistre pour le matériel n'ayant pas plus de 5 ans. Indemnisation dégressive possible à compter de la 6 ^{ème} année d'âge du matériel.	150 €

	- En cas de dommages réparables	Coût de remise en état de fonctionnement normal (incluant frais de démontage/montage, transport, etc.), dans la limite de la valeur d'indemnisation du matériel sinistré	
	Téléphonie	Valeur résiduelle (valeur de remplacement déduction faite d'un abattement forfaitaire de 10 % par année d'âge dans la limite de 80 %).	
	Meubles meublants	Valeur de remplacement (si remplacement effectif). En cas de coefficient de vétusté supérieur à 2/3, déduction de la vétusté, dans la limite de la valeur vénale.	
	Autres biens	Valeur vénale au jour du sinistre	

*par sinistre, sauf mention particulière

VI. Tarif

1. Prime

Les éléments servant de base au calcul de la prime sont les suivants :

- Superficies occupées et biens mobiliers (détaillés au « *I. La ComUE Lyon Saint-Étienne : activités, biens et chiffres clés* »)
- Taux de prime fixé par l'assureur ;
- Variation de l'indice FFB.

L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur les éventuelles modifications d'occupation de locaux ou de détentions de biens mobiliers, qui ne seraient pas précisées par le présent CCTP. L'assureur calcule ensuite une prime de révision.

2. Indexation

Les primes et les montants des garanties sont indexés à chaque échéance principale sur l'indice F.F.B. (indice publié par la Fédération Française du Bâtiment).

À l'établissement du présent DCE, l'indice est de : 1179,5 (4^{ème} trimestre 2024).

Il est convenu qu'à la date d'effet du contrat d'assurances, il s'agira de l'indice FFB en vigueur sans modification des capitaux, franchises et tarifs par rapport à l'offre initiale.

3. Modification du tarif

Si la prime comporte une majoration supérieure à celle résultant de l'indexation (indice FFB), l'assuré peut alors, dans les formes prévues à l'article L. 113-14 du code des assurances et dans les trente jours suivants celui où il a eu connaissance de la modification, résilier le contrat.

La résiliation prend effet six mois après l'envoi de la lettre recommandée ou après la déclaration faite contre récépissé.

L'assureur percevra une prime calculée sur les bases de la prime précédente, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date de résiliation.

VII. Exclusions

Sont exclus des garanties, d'une manière générale :

- Les dommages résultant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré, sous réserve de l'article L121-2 du code des assurances.
- Les dommages qui relèvent de fait inéluctable, c'est-à-dire lorsque l'événement dommageable ne présente par le caractère aléatoire requis pour l'exécution du contrat d'assurance : usure, corrosion ou entartrage normal, défaut intentionnel d'entretien ou défauts connus avant la souscription des garanties. Les dommages résultant de la seule vétusté ou d'un défaut d'entretien incombant à l'assuré et connu de lui.
- Les dommages causés par les installations ou fournitures ayant motivé préalablement à leur survenance et avant réception, des réserves justifiées d'un organisme de contrôle qualifié, si le sinistre a pour origine la cause même de ces réserves ; mais la garantie du contrat est acquise à l'assuré pendant l'exécution des travaux destinés à la levée des réserves.
- Les dommages matériels résultant de l'application des articles 1792.1 à 6 et 2270 du code Civil, lorsque l'assuré fait effectuer des travaux de bâtiment soumis à l'obligation d'assurance, telle que définie à l'article L. 242.1.
- Les véhicules terrestres à moteur alors que ces dommages sont pris en charge par l'obligation d'assurance lorsque les véhicules appartiennent ou sont confiés et/ou conduits par l'assuré.
- Les pertes et dommages dus à des faits de guerre étrangère ou civile.
- Les amendes, peines pénales et pénalités de retard.
- Les pertes et dommages d'origine nucléaire ou causés par toute source de rayonnements ionisants.
- Les conséquences d'engagements contractuels pris par l'assuré dans la mesure où elles excèdent celles auxquelles il serait tenu en vertu des textes légaux ou réglementaires.

Sont exclus plus particulièrement :

VIII. Dispositions diverses

1. Déclaration du sinistre

L'assuré est dispensé de déclarer les sinistres :

- dans lesquels sa responsabilité ne lui paraît pas engagée ;
- ou entraînant des dommages dont l'importance serait estimée par lui à un montant minime ou inférieur aux franchises applicables le cas échéant.

Il est entendu qu'aucune déchéance ou autre sanction quelconque ne pourra lui être appliquée en cas de déclaration ultérieure, sous réserve qu'elle soit faite sans délai dès l'instant où les éléments d'appréciation qui précèdent viendraient à être modifiés.

Cependant, l'obligation de déclaration des sinistres dès la survenance de la déclaration demeure maintenue, sans distinction de caractère de gravité ou de responsabilité pour ceux entraînant des dommages corporels ou donnant lieu à une procédure judiciaire quelconque.

2. Gestion du sinistre

Les modalités concernant la gestion des sinistres figurent dans l'offre du titulaire, toutefois, l'assureur s'engage à :

- Répondre à l'ensemble des questions dans un délai raisonnable ;
- Mettre tous les moyens en œuvre pour faciliter la déclaration et la gestion du sinistre.

Ces modalités concernent les actions à mettre en œuvre depuis la constatation du sinistre jusqu'à la clôture du dossier et incluent, le cas échéant, le paiement des indemnités ainsi que les modalités de désignation d'un expert.

Le délai de déclaration d'un sinistre dont dispose la ComUE Lyon Saint-Etienne est de cinq jours ouvrés à compter de la constatation de ce dernier.

Le cas échéant, lors de la notification de la décision d'indemnisation, la ComUE Lyon Saint-Etienne dispose d'un délai de 15 jours à compter de la prise en compte de la proposition d'indemnisation pour soumettre ses observations éventuelles.

Dans le silence de l'administration, le montant de l'indemnisation proposé est réputé accepté.

3. Connaissance du risque

Le titulaire, à qui l'assuré laisse libre accès à ses locaux et documents en relation avec l'objet du présent marché, déclare avoir une opinion suffisante des risques assurés, des activités et des compétences exercées, les ayants ou ayant eu la possibilité de les vérifier. En conséquence, il les accepte tels qu'ils se présentent, dans la limite de 10 % des chiffres déclarés, en renonçant à se prévaloir de toutes déclarations, erreurs ou omissions de l'assuré, tant en ce qui concerne le périmètre et la valeur des biens mobiliers déclarés que l'état ou les modifications que l'assuré peut apporter aux bâtiments ou à leur affectation.

4. Erreurs, retard, omissions involontaires

Les erreurs, retards, omissions involontaires concernant les informations à transmettre au titulaire ne délient pas celui-ci de ses engagements au titre de la police sous réserve que ces anomalies soient réparées aussitôt qu'elles sont découvertes.

5. T.V.A.

En cas de sinistre, les indemnités que l'assureur est amené à régler doivent comprendre la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

6. Suivi du marché public et statistiques

Chaque année et au plus tard le 31 mars de l'année suivante, le titulaire communique à l'assuré les informations relatives à l'année écoulée, suivantes :

- Synthèse des demandes de couverture ponctuelle de biens mobiliers et immobiliers ;
- Synthèse des déclarations réalisées par l'assuré ;
- Historique des sinistres recensés pendant la période écoulée.

Ces informations doivent être communiquées par courriel, à l'adresse assurance@universite-lyon.fr

7. Annexes

L'état de sinistralité est joint en annexe au présent CCTP.